

ALTEN

Conférence téléphonique sur l'activité du troisième trimestre 2023

Bruno BENOLIEL

Bonsoir à tous. Je vous remercie de participer à notre conférence téléphonique, qui concerne donc l'activité du troisième trimestre 2023.

Le chiffre d'affaires, comme vous l'avez probablement lu sur le communiqué que nous avons diffusé il y a quelques minutes, s'est donc établi à 3 037,2 millions d'euros, en hausse de 9,1 % par rapport à l'an passé. Il était de 2 783,2 millions d'euros.

En France, l'activité a progressé de 9,8 % et hors de France de 8,8 %. À périmètre et change constants, l'activité du Groupe a progressé de 10,1 %, soit +9,8 en France et +10,3 hors de France.

Au troisième trimestre, le rythme de croissance a encore ralenti, sans surprise, mais le ralentissement est plus marqué que ce à quoi nous nous attendions à certains endroits et nous y reviendrons. Aussi, même si elle reste globalement satisfaisante, la croissance est en ligne avec notre estimation plutôt basse, mais avec notre estimation. À données constantes, la croissance est de 7,6 % ce trimestre, 10,5 % en France et 6,3 % hors de France.

Le trimestre a été pénalisé par un effet de base défavorable et 0,9 jour ouvré de moins qu'en 2022. Retraitée de l'effet « jours ouvrés », la croissance aura été de 9 % ce trimestre. Croissance qui reste donc satisfaisante. À données courantes, la croissance de l'activité est de 3,3 %, +10,5 % en France et +0,4 % hors de France. Je vous rappelle que les données courantes tiennent compte du chiffre d'affaires de la société CIPRAM que nous avons vendue fin 2022, raison pour laquelle, nécessairement, la croissance de l'activité à données courantes est inférieure à la croissance de l'activité à données constantes.

L'effet « jours ouvrés » a également une incidence sur notre activité cumulée à fin Q3 2023 et a donc pénalisé la croissance en *year-to-date*, cette fois-ci de 0,7 %. Notre taux d'activité au troisième trimestre a été de 91,7 %. Il était de 92,7 % au troisième trimestre 2022. En données cumulées à fin Q3, il s'établit à 91,7 % également, *versus* 92,7 % également à fin Q3 2022, soit un recul de 1 %, recul qui est tout à fait normal puisque notre taux d'activité est revenu à son niveau normatif cette année.

Les effectifs du Groupe ont peu progressé ce trimestre. Pour mémoire, après cession de CIPRAM fin 2022, le Groupe comptait 53 650 collaborateurs, dont 47 240 ingénieurs. Fin juin, nous étions 57 400, dont 50 550 ingénieurs et fin septembre, nous sommes 57 600, dont 50 650 ingénieurs répartis comme suit : 11 620 en France et 39 030 hors de France. À fin septembre, les effectifs ingénieurs ont donc progressé de 3 410 personnes, dont 2 657 de façon organique, 520 en

France et 2 137 hors de France, et des acquisitions ont représenté 750 ingénieurs. Au troisième trimestre, les effectifs n'auront donc progressé que de 30 ingénieurs, 70 en France et un recul de 40 hors de France, en partie du fait d'une baisse assez importante des effectifs en juillet et août, plus importante qu'à l'accoutumée, que le mois de septembre n'a pas pu complètement compenser.

À l'international, la baisse des effectifs concerne principalement l'Allemagne, où nous faisons -100 et l'Inde où nous faisons -80, mais pour des activités locales, alors que dans les autres régions à l'international, les effectifs soit se stabilisent, soit croissent légèrement dans les autres géographies.

Si nous analysons l'activité de ce trimestre par principales zones géographiques, vous verrez que le ralentissement n'est pas général, que notamment la France, l'Europe du Sud et le Benelux résistent bien. En France, malgré un effet de base défavorable et deux jours ouvrés de moins que l'an passé, l'activité a progressé de près de 10 % à fin septembre 2023 et de 10,5 % au troisième trimestre, soit 12,3 % si on retire de l'effet JO (jours ouvrés).

L'activité reste dynamique dans l'automobile, l'aéronautique civile, la défense, où elle progresse encore, et sécurité. *A contrario*, on rencontre quelques difficultés, comme vous le savez, dans le secteur bancaire, plus généralement dans le secteur IT, parce que le secteur du retail en France est aussi légèrement touché par le ralentissement d'activité qui a été plus marqué que ce qu'on avait anticipé. En zone ibérique, Espagne/Portugal, l'activité résiste bien, elle a progressé de 16 %. Tous les secteurs sont en croissance, même la banque-finance.

En Allemagne, le fort ralentissement constaté au second trimestre s'est confirmé au troisième, troisième trimestre pénalisé qui plus est par un jour ouvré de moins que l'an passé. La croissance en Allemagne en *year-to-date* est de 8,4 %, de 1,4 % seulement au Q3 et elle aurait été de 2,7 % à jour ouvré constant au troisième trimestre. Donc en baisse, néanmoins. Le secteur automobile a fortement ralenti, particulièrement chez les équipementiers, où les budgets sont même en baisse depuis la rentrée. La décélération de l'activité est bien moindre dans l'aéronautique, qui reste en croissance forte puisqu'on est à +20 % en *year-to-date*, les deux secteurs représentant 70 % du chiffre d'affaires.

Au UK, la croissance est de 12,5 % en *year-to-date*. Elle reste satisfaisante, même si on affiche une croissance de 8 % au titre du troisième trimestre. Je tiens à souligner que nous avons acquis une société au UK l'an dernier, qui comprend 850 consultants, la société Methods, qui représente maintenant 40 % de l'activité de la zone géographique, une société dont la croissance est quasi nulle, ce qui explique le ralentissement apparent du taux de croissance au UK. Sur le périmètre historique, sans tenir compte de cette société, la croissance se maintient toujours à plus de 15 %.

En Italie, une croissance de 24 %, toujours robuste. Tous les secteurs sont en progression : finances, tertiaires, télécoms, automobile, défense.

Au Benelux, une croissance qui se maintient également à 15 %, qui accélère en Belgique, notamment dans le domaine de l'auto et des sciences de la vie, mais qui ralentit aux Pays-Bas dans le domaine des semi-conducteurs et de l'électronique.

En Scandinavie, le scénario est à peu près le même qu'en Allemagne, une activité qui a fortement ralenti au troisième trimestre dans les secteurs auto et poids lourds, notamment en Suède, dans une moindre mesure dans le secteur des biens d'équipements en Finlande, d'où une croissance faible ce trimestre et de 6 % en *year-to-date*.

En Europe de l'Est, notre croissance est restée satisfaisante puisque de 22 % à fin Q3 et de 14 % au troisième trimestre.

La Pologne, qui représente les deux tiers de la zone, a crû de plus de 25 %.

La Roumanie a crû de 17 % grâce à l'automobile et au secteur finances/tertiaire.

En Amérique du Nord : une activité qui a crû de 5 %, mais un ralentissement assez net au troisième trimestre puisque la croissance n'est plus que de 1,3 %. Aux US, le ralentissement est dû notamment aux comptes automobiles et à des fins de projets dans le secteur *Oil & Gas*, dont nous avons déjà parlé à la fin du premier semestre, et au Canada. Le ralentissement est également dû au secteur banque-finance, qui représente 40 % du chiffre d'affaires du pays.

En zone Asie-Pacifique, notre croissance publiée est de 3,6 % à fin Q3 et elle est nulle au troisième trimestre. Comme je vous l'avais expliqué lors de la publication précédente, il faut retraiter les données de la zone Asie-Pacifique du fort recul de l'activité à Singapour en raison de fins de projets importants dans le domaine de l'*Oil & Gas*, notamment. Singapour qui représentait 12 % de la zone APAC en 2022 ne représente plus que 3,5 % de la zone cette année, en recul de 70 %. Retraitée de Singapour, la croissance de la zone APAC serait de 14 % en données cumulées et de 11 % sur Q3, une croissance qui reste donc satisfaisante et qui, quand on considère les pays principaux qui composent la zone, s'analyse comme suit :

- La Chine, 35 % de la zone a ralenti à un peu plus de 5 % du fait d'une décroissance dans le secteur des télécoms, décroissance assez sensible alors que cela représente 30 % du chiffre d'affaires du pays, et également dans le domaine des semis et de l'électronique. A *contrario*, l'automobile, qui représente aussi 30 % du CA local, est toujours en croissance de plus de 30 %.
- L'Inde, 30 % de la zone, continue à croître de 15 % grâce aux secteurs auto, industrie et tertiaire.
- Le Japon, 11 % de la zone, a accéléré sa croissance à plus de 30 % grâce aux secteurs tertiaire et électronique.
- La Corée, 10 % de la zone, croît de plus de 25 % grâce aux comptes auto et électroniques.

Vous voyez que la croissance du Groupe est assez hétérogène, quand on considère les zones géographiques toutes ensemble, puisque certaines zones marquent un ralentissement net, trois principalement : Allemagne, Scandinavie et zone Amérique du Nord, quand toutes les autres zones géographiques continuent de progresser de façon assez sensible.

Quand on regarde l'analyse par secteurs d'activité, l'automobile progresse de 15 %. Tous les constructeurs sont en progression assez sensible au global de 22 %, à l'exception de GM aux US et de Volvo Cars en Suède. Le ralentissement de l'activité est en revanche marqué chez les équipementiers, et notamment chez les équipementiers allemands. Le ferro continue à croître, 5/6 %. L'aérospace est toujours en progression de plus de 26 % et ralentit à peine. Dans l'aéronautique civile, l'activité est aussi dynamique chez les constructeurs que chez les équipements. Les activités de défense, sécurité et naval accélèrent leur progression à plus de 30 %, la croissance *year-to-date* atteignant maintenant 27 %. Les secteurs défense et sécurité progressent de plus de 30 %.

L'énergie, 7,4 % du chiffre d'affaires, est en recul de plus de 8 % en raison des activités *Oil & Gas*, qui représentent 2,2 % du CA et sont en repli de 35 %.

Les fins de projets importants en Afrique, aux US et dans le Golfe, ainsi que le retrait de la Russie au second semestre 2022 ont fortement pesé sur l'activité. Pour être honnête, nous n'avons, pour l'instant, pas d'indications d'inflexion de tendance. Les autres sous-secteurs nucléaires, équipements pour l'énergie et chimie progressent de 13 %.

Les sciences de la vie sont en croissance de 6 %, de façon homogène entre la pharmacie et les équipements médicaux. Le secteur des équipements industriels, de l'électronique et des semi-conducteurs croît de 12 % de façon homogène, même si le secteur électronique et semi a ralenti sur Q3 de façon assez générale, sur toutes les géographies.

Les télécoms sont stables en données cumulées, mais en légère décroissance sur Q3. Les opérateurs continuent à croître alors que les équipementiers accentuent leur recul du fait de la fin de nombreux projets dans la 5G.

Le secteur finance a accentué son ralentissement au troisième trimestre, mais quasi exclusivement du fait des activités en France et dans une moindre mesure au Canada. Le secteur du retail, service et secteur public a ralenti également de façon hétérogène selon les secteurs et les géographies.

En synthèse, à l'exception de l'*Oil & Gas* qui représente 2,2 % du CA et des télécoms qui représentent 5,4 % du CA, tous les secteurs continuent à progresser, tant en *year-to-date* que sur le troisième trimestre, même si le rythme de croissance décélère. Certains verticaux sont affectés uniquement dans certaines géographies, par exemple l'auto et la banque, d'autres résistent bien et de façon homogène, comme l'aéronautique civile ou la défense et la sécurité, par exemple.

Notre politique de croissance externe s'est poursuivie au troisième trimestre. Nous avons annoncé une acquisition le mois dernier, au moment de la publication des résultats semestriels, au Japon. Nous devrions normalement terminer cette acquisition dans les jours qui viennent, puisque nous attendons l'acquiescence des autorités locales. D'autres sociétés sont en process de *new deal* et il est probable que nous en annoncerons d'autres d'ici la fin de l'année.

Pour 2023, comme nous l'avons anticipé, l'activité est restée satisfaisante, même si la croissance a ralenti trimestre après trimestre, ce que nous confirmera aussi le dernier trimestre de l'année. Ce dernier trimestre qui tiendra compte d'un effet de comparaison défavorable puisque l'année dernière avait été particulièrement forte au deuxième semestre, qui tiendra compte également d'un demi-jour ouvré de moins et d'une macroéconomie plus molle. Aussi, ALTEN s'attend dorénavant à réaliser une croissance organique d'environ 9 % en 2023, une croissance satisfaisante dans l'environnement actuel.

Si vous le souhaitez, l'opératrice peut ouvrir la conférence et je suis à votre disposition pour répondre à vos questions, qui sont cette fois-ci orales, je le précise parce que la dernière fois, lors de la publication des résultats, nous avons organisé une conférence avec des questions écrites. Je crois que tout le monde a plébiscité le retour à l'échange oral.

L'animatrice

Nous avons une question de Monsieur Grégory RAMIREZ.

Grégory RAMIREZ

Bonsoir, Bruno.

Bruno BENOLIEL

Bonsoir, Grégory.

Grégory RAMIREZ

Compte tenu de la *guidance* de croissance organique pour l'année qui est légèrement inférieure au discours de septembre, peut-on considérer que le scénario de marge du S2 qui avait été évoqué à ce moment-là risque d'être un petit peu difficile à atteindre ? Peut-être quelques petits points de base de marge en moins ?

Bruno BENOLIEL

Est-ce que tu peux me rappeler le scénario de marge qu'on avait évoqué à ce moment ?

Grégory RAMIREZ

Il faut que je retrouve ce qui avait été dit : un retrait de 0,5 à 1 point par rapport au S2 2022.

Bruno BENOLIEL

Si on fait 1 point de moins, je crois que l'année dernière, on était à 10,8 au S2. On sera en dessous d'un point de retrait. En fait, je vais vous donner les éléments de réflexion, comme ça, on en aura fini sur la marge. Il y a, comme au S1, l'incidence des acquisitions qui jouera un peu moins, parce qu'on avait consolidé Methods, même si les résultats ne se sont pas améliorés, loin s'en faut, et qu'on a d'autres sociétés qui ont rejoint le périmètre avec des marges négatives ou à zéro. Donc on aura une incidence, comme au premier semestre, du *M & A*.

Je vous l'ai indiqué, on a un 1,5 jour ouvré de moins ce semestre, puisqu'on n'en avait pas au premier semestre, mais ça joue sur le second semestre exclusivement et un point de taux d'activité en moins. Ça va forcément aussi avoir un effet mécanique sur la marge. Le taux d'activité, si je puis dire, ce sera récurrent sur les années suivantes parce que 92 %, c'est notre *target* de pilotage du taux d'activité, puisque maintenant, on fait majoritairement du *work package* et donc tout le monde converge vers un taux moyen de 92. Le taux de 93 qu'on a eu l'an passé était exceptionnellement élevé. En revanche, le calendrier, on n'y peut rien... S'il s'améliore en 2024, ça jouera dans l'autre sens.

Ensuite, comme vous le savez, puisque je vous l'avais expliqué le mois dernier, nous avons renforcé les structures de direction technique du fait du renforcement des activités *world package*. Plusieurs géographies, mais notamment US/Allemagne, et on avait eu au premier semestre un effet sur les SG & A qui étaient de 90 BIPS. L'effet ne sera pas aussi fort au S2, ça jouera moins, beaucoup moins, mais ça continuera à jouer aussi. Je n'ai pas la marge du S2, parce qu'on est qu'au mois d'octobre, mais mécaniquement, quand on fait de la liste de tous les sujets qui concernent des évolutions de marge, on sera forcément sous les 9,8 au S2. Ça, c'est sûr. Indépendamment du fait, comme tu l'as fait remarquer, que même si on a une base de coûts fixes relativement faible, le fait d'avoir moins de chiffre d'affaires qu'attendu aura forcément une incidence sur le volume de marge dégagée.

Mais je dirais qu'on avait donné une *guidance* entre 9 et 10, on est sur la fourchette basse de la *guidance*. Est-ce que les métiers ont été prudents ou est-ce que c'est objectif ? On verra bien ce que ça va donner. Mais par prudence, ce qui est sûr, c'est que les 10, on ne les fera pas. C'est une certitude de croissance organique... Aux environs de 9, oui, ça, on est assez confiants pour les faire, donc par rapport à la *guidance* précédente, c'est vrai qu'on est plutôt sur la fourchette basse, mais ce n'est pas ça qui fait que la marge va descendre de façon significative entre l'an dernier et cette année. Les incidences sur la marge sont liées à tous les effets que je viens de décrire et qui eux, mécaniquement, ont un effet sur la marge.

Grégory RAMIREZ

D'accord.

Concernant le faible niveau de recrutement net : est-ce que c'est une décision volontaire des BU face au ralentissement qu'ils constataient des commandes ou est-ce que c'est lié à d'autres éléments plus involontaires ? Notamment les démissions de l'été, juillet-août.

Bruno BENOLIEL

Nous avons eu pas mal de démissions fin juin, comme d'habitude. Il y a eu pas mal de départs en juillet et août, aussi. Ce qui fait qu'effectivement, on a eu un taux de départ plus important qu'à l'habitude, en tout cas que ces dernières années, qu'on a recompensé, évidemment par les recrutements sur septembre et les recrutements d'octobre ne sont pas mauvais. On n'a pas fini le mois, mais j'ai eu les chiffres à la fin de la semaine dernière. C'est sûr que le Q4 2023 ne sera pas équivalent au Q4 2022 en recrutement, ça, c'est sûr, mais la dynamique de recrutement est bien partie sur octobre.

Si on avait plus recruté sur Q3, je ne suis pas capable de dire quelle aurait été l'incidence sur la croissance et quelle aurait été l'incidence sur le taux d'activité. Parce qu'on a un taux d'activité qui est quand même resté à 91,7 ou 91,8, qui est dans l'épure. Ce qui veut dire que tous les recrutements additionnels que l'on aurait pu faire, certains auraient été en intercontrat mécaniquement et d'autres auraient peut-être permis de booster un peu plus la croissance. Mais ce *split*, on est dans l'incapacité de le donner, parce qu'on ne le connaît pas.

Ce qui est sûr, c'est que les BU ajustent d'elles-mêmes leur dynamique de recrutement, parce qu'elles pilotent un taux d'intercontrat et en fonction des projets, elles ajustent les ressources en tenant compte des fins de projets, donc des ingénieurs qui deviennent disponibles et des besoins additionnels qu'elles ont pour faire face à la croissance.

Bruno BENOLIEL

Merci beaucoup.

L'animatrice

Nous avons la présente question de Monsieur Laurent DAURE.

Laurent DAURE

Merci, bonsoir, Bruno.

Bruno BENOLIEL

Bonsoir, Laurent.

Laurent DAURE

En fait, je sais que c'est tôt, mais j'aurais souhaité voir un peu 2024, parce qu'en fait...

Bruno BENOLIEL

Ça, c'est sûr que c'est tôt.

Laurent DAURE

Oui, mais tu as quand même une croissance embarquée, pour le début d'année, qui s'étirole, avec un séquentiel qui s'affaiblit. On a quand même une partie du marché qui a des attentes organiques qui me paraissent élevées... Aujourd'hui, première question : est-ce que tu vois un risque éventuel d'avoir un chiffre d'affaires en retrait ? Est-ce que tu as des verticaux sur lesquels des clients pourraient passer des messages prudents pour l'année prochaine ? Est-ce qu'aujourd'hui, on peut considérer qu'un scénario ambitieux serait plutôt d'aller chercher une croissance organique à 4 ou 5 % ? Après, j'ai un *follow rep*.

Bruno BENOLIEL

C'est vraiment tôt pour répondre. Ce qui est sûr, c'est que la dynamique de croissance s'étiolant, l'embarqué sera plus faible qu'il ne l'a été. C'est quasiment une lapalissade... Maintenant en organique, cette année, disons qu'on va rajouter à peu près 3 000 ingénieurs, un peu plus, 3 200, on verra bien comment on termine l'année. Donc ça, ça va générer une croissance embarquée pour 2024, quoi qu'il arrive, obligatoirement, mais c'est sûr qu'elle sera beaucoup plus faible que celle de l'an passé, puisque celle de l'an passé, on avait ajouté 6 600 personnes en organique. On sera deux fois plus faibles en croissance embarquée que l'année dernière, étant entendu qu'en plus, je ne les ai pas encore, mais il y a des effets *niks*, parce qu'il y a une partie de la croissance de cette année qui s'est faite sur l'international et sur des zones qui ne sont pas nécessairement à chiffre d'affaires par tête très élevées, puisqu'on a quand même pas mal développé le DC Maroc, l'Inde, etc., pour adresser certains marchés européens.

Donc peut-être une première indication, mais vraiment très préliminaire, c'est de dire qu'il faut considérer la croissance organique... La croissance embarquée de l'an passé, je ne sais plus de combien elle était, et la diviser par deux. C'est assez *rough*, en prenant peut-être un *buffer* de sécurité. Ensuite, il faudra rajouter la croissance de 2024.

Quand je regarde l'Allemagne, par exemple, parce que l'Allemagne, on a un chiffre d'affaires par tête qui est important et c'est là quand même où ça coince assez fort, chez les équipementiers auto. J'étais en Allemagne en début de semaine, le discours des patrons locaux est de dire que les équipementiers ne renouvellent pas les projets, c'est-à-dire ceux qui s'arrêtent, ils n'ont plus de budget, donc ils n'en relancent pas de nouveau. Ils nous demandent de maintenir les gens, parce que les budgets vont être redébloqués début d'année prochaine. Ils s'attendent à un redémarrage de l'activité, plus exactement à une reprise de la croissance, à compter du Q2 2024. C'est un discours que j'ai entendu chez des concurrents aussi sur l'automobile. Cela ne veut pas dire que ce sera la réalité, mais cela veut dire en tout cas que c'est un discours homogène et cohérent et c'est bien le message qui est porté.

Si on admet que cela repart en Allemagne à partir de Q2 2024, ce sera probablement le cas ailleurs... Je ne sais pas combien de temps va durer la crise dans la partie banque en France, mais il n'y a pas que la banque en France sur le marché...

Notre scénario aujourd'hui, c'est une croissance embarquée faible, plus une petite croissance additionnelle en 2024. Je ne sais pas dire combien ça fait, si ça fait 4 ou 5, ou si ça fait moins. J'espère quand même qu'on fera une croissance au moins de cet ordre-là. Mais avant d'avoir la photo de départ, c'est-à-dire la situation début janvier, tant en effectif qu'en projet et en taux d'activité, c'est compliqué de faire des projections dans notre métier.

Laurent DAURE

La question qui suit, c'est sur la rentabilité : il y a une ambition de retourner à 10 l'année prochaine et le point de départ est un peu plus bas, sans doute 25 bips, 30 bips par rapport à ce qu'on anticipait. Est-ce que ça remet en cause ou est-ce que ça rend plus compliqué le retour à 10 ou finalement, ce sont des éléments un peu *one shot* et la marge structurelle ne bouge pas vraiment ?

Bruno BENOLIEL

Pour nous, la marge structurelle ne bouge pas vraiment. On est en train de prendre un certain nombre de mesures en ce moment pour piloter les coûts en conséquence. On est en train de faire un plan. Je ne sais pas si je peux le dire, parce que je ne sais pas s'il a été annoncé, mais dans un pays européen, il ne sera pas très grand, mais pour s'ajuster au début d'année, on va prendre les mesures qu'il faut pour ajuster, comme vous dites, la base de coûts à l'activité.

Laurent DAURE

Très bien, c'est clair.

Dernière question : on sent chez tout le monde que ça se dégrade depuis quelques semaines. Est-ce que tu as constaté qu'il y avait plus de sociétés qui se mettaient en vente et est-ce qu'il commence à y avoir plus d'opportunités sur de la croissance externe ?

Bruno BENOLIEL

Pas vraiment. Il y a des dossiers qui tournent, c'est toujours les mêmes. Là, il y a une société qui vient d'arriver sur le marché, qui est intéressante en Allemagne et que je suis allé voir cette semaine. Les multiples ne vont pas baisser... Ça faisait trois ans qu'ils étaient actionnaires donc en plus, le *timing* est le bon pour vendre... C'est peut-être même un peu tard, parce que la courbe d'inflexion vient de passer en Allemagne, elle est passée au premier semestre, mais on ne voit pas, pour l'instant, d'ajustement du marché du *M & A*, c'est-à-dire qu'on ne voit pas de baisse de multiple et on ne voit pas arriver plus de dossiers qu'on en envoyait avant.

Laurent DAURE

Qu'il n'y ait pas de baisse de multiples, c'est une chose, mais est-ce qu'il y a toujours des transactions ? Finalement, y a-t-il encore des acheteurs prêts à payer des multiples délirants ? Parce que s'il n'y en a plus, au bout d'un moment, ça va s'ajuster.

Bruno BENOLIEL

Ça, c'est sûr. Soit ça va s'ajuster, soit les fonds vont retirer des boîtes du marché jusqu'à ce que la courbe de développement croise celle du prix.

Ce qu'on voit, c'est que quand il y a des process structurés, il y a toujours des fonds et des industriels, des stratégies sur les dossiers.

Laurent DAURE

OK, super. Merci, Bruno. Bonne soirée.

Bruno BENOLIEL

Je t'en prie, Laurent. Bonne soirée.

L'animatrice

Nous avons maintenant une question de Monsieur Derric MARCON.

On ne vous entend pas, Monsieur MARCON, est-ce que votre micro est bien ouvert ?

Si vous voulez, vous pouvez écrire votre question dans le module Q&R et je la répéterai à l'oral.

Normalement, Monsieur MARCON, vous avez votre micro activé. C'est peut-être la sortie de votre PC qui est en *mute*.

J'ai reçu une question de Monsieur Diego ESTEBAN.

Diego ESTEBAN

(intervention en anglais)

Bruno BENOLIEL

(intervention en anglais)

L'animatrice

(intervention en anglais)

Bruno BENOLIEL

(intervention en anglais)

L'animatrice

Il a dit : « Merci beaucoup ».

Je vais attendre la question de Monsieur MARCON. Peut-être qu'il va essayer de la poser par téléphone, cette fois-ci. Il faut composer le « *6 » pour activer votre micro.

Derric MARCON

Est-ce que vous m'entendez ?

L'animatrice

Il faudrait couper, Monsieur MARCON, s'il vous plaît, votre micro de PC.

Derric MARCON

Désolé pour ce problème technique. Bonsoir, Bruno.

Bruno BENOLIEL

Il faut dire à la SocGen d'investir dans l'informatique et l'IT, Derric (*rires*).

Derric MARCON

Le problème de Zoom, c'est que c'est banni chez nous... Désolée pour l'opératrice, mais ce n'est pas un moyen de communication qu'on utilise.

Trois questions. La première, c'est sur l'automobile qui fait quand même, comme tu le soulignais, une bonne performance... Je ne sais pas si le 15 %, c'est sur neuf mois ou sur le Q3, et ce malgré l'Allemagne. Est-ce que tu pourrais nous faire un tour d'horizon de ce que tu vois dans ce secteur ? Parce que d'un côté, tu as un discours quand même assez alarmiste sur le fait que les équipementiers baissent leur budget ou en tout cas font des *swirlows*, mettent en pause certains projets et que la situation en Allemagne est difficile. Mais de l'autre côté, le chiffre agrégé, si on fait *top down*, est plutôt bon. C'est ma première question.

Ma deuxième question porte sur la dynamique en France qui reste quand même assez forte. On comprend bien, peut-être que ça ne va pas rester à ce même niveau-là vu les *net staff hiring* du Q3, mais de l'autre côté, ça reste une performance quand même très bonne. Tu n'as pas l'air de mentionner d'éléments négatifs ou de verticaux négatifs qui tireraient la tendance vers le bas. Est-ce que c'est une tendance qui peut perdurer ? Si je reprends la question de Laurent : faire 4 ou 5 % de croissance avec une France qui fait un carton de chiffre d'affaires au-dessus de 5 %, ça veut dire qu'en gros, tu vois un international qui serait en dessous de la croissance moyenne du Groupe ?

Ma troisième question : si tu peux revenir sur les zones de faiblesse qui ont été plus fortes que ce que tu avais anticipé au Q3 et qui fait que tu termines le Q3 dans l'estimation basse. À tes commentaires, j'ai cru comprendre que c'était Allemagne et USA, mais ce n'est peut-être pas le cas.

Bruno BENOLIEL

Je vais essayer de les prendre dans l'ordre.

Concernant l'automobile : il n'y a pas de tendance générale dans l'auto et tous les équipementiers ne sont pas concernés par les arrêts de projets, ou en tout cas la réduction des budgets. L'auto : les 15 % de croissance organique, c'est en *year-to-date* pour préciser quand même, sur Q3 uniquement, on a fait 9,5 %, ce qui reste des chiffres très satisfaisants. Même si on s'est habitué à des taux de croissance élevés, cela reste très satisfaisant.

Dans l'automobile : où sont les sujets aujourd'hui ? Équipementiers allemands, ça c'est sûr, mais pas les constructeurs. Pourquoi ? Je ne sais pas répondre, mais c'est clair que les équipementiers, les projets s'arrêtent et ils reprendront l'an prochain pour les nouveaux projets.

La Suède, c'est chez un constructeur puisque c'est Volvo Cars, on a pareil qu'en Allemagne des projets qui s'arrêtent, des budgets qui ne reviennent pas et qui seront re-débloqués en 2024. Est-ce que c'est parce que les directions techniques et R&D ont consommé tout leur budget, les ont anticipés et puis derrière, compte tenu du contexte, leurs directions ont décidé de ne pas rallonger ? Je ne peux pas dire. Le fait est que les portefeuilles projets sont fournis et garnis. Il y a les sujets de transition qui boostent tout le monde, mais le fait est que conjoncturellement, on est dans cette situation.

Les US : c'est aussi chez les constructeurs qu'on a une baisse de l'activité. Il faut faire attention à ce qu'on dit : on a une moindre croissance de l'activité, mais les budgets n'ont pas réduit. Sur l'auto, globalement, voilà les zones où, aujourd'hui, il y a des sujets.

En France, ça marche très bien. Chez les constructeurs US, à l'exception de Stellantis, ça continue. J'aurais dû préciser : « À l'exception de Stellantis ». En Italie, ça fonctionne bien, en Espagne aussi. On n'est pas face à une crise dans l'automobile, on est face à un ralentissement fort chez certains clients. Ça, c'est pour l'auto.

La France continue à bien performer. Pourquoi ? Parce qu'on a le secteur défense qui est en croissance assez forte et on est fort dans la croissance en France. Cela fait partie des métiers historiques et on a une accélération des marchés dans la défense, ça ne va pas surprendre.

L'aéro résiste bien pour l'instant. Ça décélère, mais ça n'a pas décéléré dans des proportions considérables. Donc ça reste bien orienté. Et l'automobile, en France, que ce soit équipementiers ou constructeurs, ça résiste bien, en sachant que la dynamique de croissance est plus forte chez les constructeurs aussi.

En France, je n'en ai pas parlé parce que vous le savez, mais Simon l'a beaucoup évoqué lors de la réunion analyste : on a deux secteurs qui sont difficiles, la banque en France où, aujourd'hui, on est en haut de la crête. On ne va pas tarder à faire de la décroissance. La croissance s'est complètement interrompue et les télécoms sont dans la même situation. Ça va obérer la croissance, probablement un peu du Q4 en France par rapport au taux de croissance du Q3 et on verra ce qui se passera en 2024, mais tous les secteurs ne sont pas orientés à la hausse en France.

Les trois secteurs que je vous ai cités : défense, auto, aéro, ça fait plus de 50 % du chiffre d'affaires France, alors que télécoms plus banque-finance, ça fait 15 %.

Quelles sont les zones de faiblesses ? J'ai répondu à une partie de la question en évoquant l'auto. Les télécoms, de façon générale sur Q3, sont en décroissance, et ce sera aussi en décroissance sur Q4 et c'est à peu près, à l'exception de l'Europe du Sud, homogène partout.

La banque-finance, à l'exception de la France, on a aussi un ralentissement de l'activité aux US et au Canada, en Amérique du Nord. L'énergie, l'*Oil & Gas* n'en finit pas de dégringoler. La logique voudrait qu'à un moment donné, il y ait des investissements qui reprennent, sinon les prix du pétrole vont continuer à augmenter, mais on ne voit rien venir.

J'ai écouté Monsieur POUYANNÉ, il n'y a pas longtemps, expliquer qu'à un moment donné, si on ne voulait pas créer un nouveau choc pétrolier, il allait falloir reprendre les investissements... Probablement que ça finira par arriver, mais pour l'instant, ce n'est pas dans les tuyaux. En tout cas, ce n'est pas dans nos appels d'offres.

Les sciences de la vie : c'est un secteur qui a redémarré, qui avait ralenti et qui semble redémarrer.

Les zones de difficulté : auto, banque, finance, télécoms, essentiellement et pas de façon homogène.

Après, les taux de croissance du Q3, même dans les secteurs qui vont bien, ne sont plus les taux de croissance de l'année dernière. Tendanciellement, ce qui est vrai, comme l'expliquait Laurent, c'est que la croissance séquentielle est en train de ralentir. Il y a des plus et il y a des moins. On va forcément démarrer l'année avec un embarqué qui sera plus faible que celui de l'année dernière.

Aujourd'hui, je ne fais pas de projection sur 2024, parce que je suis incapable d'en faire. Je vous ai donné un certain nombre d'éléments de réflexion qui sont ceux qu'on a, mais je ne peux pas vous dire que ce sera 4, 6, 3... On n'en sait rien.

Derric MARCON

Une dernière question, Bruno, pour comprendre le *momentum*, parce que finalement, comme tu le disais : le terrain va piloter les recrutements en fonction de la demande ou de ce qu'on pense pouvoir faire. Tu mentionnais que les recrutements sur octobre étaient plutôt dynamiques. Si on essaye de comparer la dynamique que tu vois début octobre versus ce que tu as vu au Q3 ou sur septembre, est-ce qu'il y a une vraie différence ? C'est un *momentum* positif ? Est-ce que ce que tu qualifies de dynamique, c'est ce qui te permet de faire un peu de croissance, autour de 4 ou 5 % ? J'essaie juste de comprendre ce que tu appelles « un mois d'octobre dynamique ».

Bruno BENOLIEL

Sur le mois d'octobre dynamique, j'ai dit qu'on ne refera pas un Q4 comme l'an dernier où on avait recruté, de mémoire, 1 200 personnes sur Q4.

Derric MARCON

J'entends bien, mais entre 30 et 1 000, il y a de la marge.

Bruno BENOLIEL

Pour octobre, on va avoir des recrutements nets, je pense, de l'ordre de 350 personnes, pour vous donner une idée du chiffre. Octobre, c'est un mois où on recrute en général beaucoup, parce que fin septembre/octobre, ce sont les mois où on recrute les débutants. Ce n'est pas anormal d'avoir un recrutement de cette amplitude sur octobre, mais ça ne s'accompagne pas d'une hausse du taux d'intercontrat.

Décembre en recrutement, ce n'est jamais un mois très élevé. Donc je ne peux pas tirer le trait, parce qu'on ne peut pas dire si on fait 350 en octobre ou on fait x3, ou on fait x2, etc., parce que comme, en plus, on est dans un contexte où le pilotage se fait vraiment à la semaine, pour des

questions évidentes de maîtrise de l'intercontrat, je ne sais pas où on va atterrir en fin d'année en termes de recrutement net... Octobre, c'est plutôt un bon mois.

Je ne sais pas si ça t'éclaire ?

L'animatrice

Nous n'avons pas d'autres questions. Est-ce que vous souhaitez attendre quelques secondes ? Pour l'instant, personne d'autre ne lève la main.

Nicolas DAVID

Bonsoir, Bruno. Vous m'entendez ? Je suis connecté bizarrement sur le nom de Cécile... C'est Nicolas DAVID chez ODDO.

J'avais juste deux questions rapidement de mon côté. La première : sur l'Allemagne, tu as souligné que auto/aéro, c'était toujours 70 % du chiffre d'affaires. Est-ce qu'il n'y a pas une ambition – je ne parle pas forcément de très court terme –, d'accélérer la diversification ? C'est quand même un secteur qui, industriellement, est très fort au-delà de ce secteur, avec des gros secteurs, comme la chimie, les équipementiers industriels... Est-ce qu'il y a une capacité potentiellement à activer une diversification ici pour avoir des relais de croissance ? Et si oui, sous combien de temps ?

Ma deuxième question : je me souviens que les deux secteurs qui ont ralenti le plus tôt dans le cycle, c'était *Oil & Gas* et banque-finance. Est-ce que tu peux nous rappeler quand ça a ralenti ? Et est-ce qu'on peut espérer quand même, de ce point de vue-là, sur les *year on year*, sur ces deux secteurs, moins d'impact ou alors on est quand même toujours dans la pente basse de la courbe en V et que finalement, le *year on year* ne peut pas s'améliorer à ce stade ?

Bruno BENOLIEL

Pour répondre à la question sur l'Allemagne : oui bien sûr, on essaye de diversifier tout ce qui est auto/aéro. Juste pour rappel quand même, auto/aéro, aujourd'hui, ça fait 67 % du CA cumulé exactement. Ça représentait plus de 80 % il y a quelques années, il n'y a pas si longtemps. Pourquoi ? Parce que les secteurs qui externalisent le plus leur R&D en Allemagne sont ces deux-là. D'ailleurs de façon générale dans le monde sauf que les autres secteurs externalisent aussi, alors qu'en Allemagne, les autres secteurs externalisent vraiment beaucoup moins.

Il y a des secteurs où on a quand même engagé des diversifications : l'électronique notamment en Allemagne, les télécoms, l'énergie... Pour l'instant, ce sont des secteurs qui sont tous... Toute la partie *retail* et services qui sont les autres à 5 ou un peu en dessous de 5, mais ils ne sont plus anecdotiques. Le seul secteur qui est très faible en Allemagne, pour nous, c'est la partie banque-finance. On n'est vraiment pas présents ou très peu présents. Tous les autres secteurs montent progressivement de quelques points chaque année, ce qui explique aujourd'hui que les 80 soient 67, mais ça reste, évidemment, fortement majoritaire. Il y a des actions entreprises de prospection dans les autres secteurs et chez d'autres clients. Comme toujours dans nos métiers, ça prend du temps.

Pour répondre à la question sur l'*Oil & Gas* et la banque-finance : on est sur des secteurs qui ont des dynamiques qui ne sont pas les mêmes. L'*Oil & Gas*, ça représentait 9 % du chiffre d'affaires en 2014 ou 2015, qui était le plus haut, je crois. Et à partir de ce moment-là, 2015, ça n'a pas arrêté de baisser. On a toujours pensé que ça allait finir par s'arrêter de baisser et en fait, ça continue à baisser d'année en année, à tel point que je ne me risquerais plus, aujourd'hui, à dire qu'on pense que ça va finir par rebondir, parce que ce n'est pas le cas. C'est vrai qu'il y a d'autres projets qui viennent en substitution dans les énergies renouvelables, mais c'est très loin de compenser les projets qui ont disparu dans le monde de l'*Oil & Gas*.

C'est une tendance de fond qui va trouver sa limite, qui va buter sur les besoins en énergies fossiles, même s'il y a une volonté de transition. Je sais que Total avait des projets qu'ils ont suspendus. Compte tenu de la dynamique de décroissance, ça va continuer à décroître l'année prochaine. Pour le coup, c'est une vraie décroissance embarquée.

La banque-finance, c'est un autre sujet. Ça a commencé à décroître beaucoup cette année. On a vu les prémices de la décélération au Q2 2023. Les annonces ont été faites officiellement dans le secteur bancaire en France à la rentrée. On voit clairement l'activité se contracter. On n'est pas encore en négatif, sauf en France, mais on va passer en zone négative, je pense, en 2024, dans la banque-finance en France, peut-être aux US, au Canada je ne pense pas quand même. Ça a décéléré, mais on n'en est pas rendu là.

Globalement, sur le vertical en lui-même, ça ne décroît pas dans tous les pays. Je vous ai donné les chiffres : banque/finance, on est encore à 2,5 de croissance sur Q3 en *year on year*, et en *year-to-date*, on est à un peu plus de 5.

Je ne pense pas qu'on ait atteint le fond et je pense qu'il faudra attendre mi-2024 avant d'avoir un éventuel rebond dans ce secteur d'activité, au mieux.

Nicolas DAVID

Merci beaucoup.

L'animatrice

Nous avons une question de Monsieur Aditya BUDDHAVARAPU.

Aditya BUDDHAVARAPU

(intervention en anglais)

Bruno BENOLIEL

(intervention en anglais)

Aditya BUDDHAVARAPU

(intervention en anglais)

Bruno BENOLIEL

(intervention en anglais)

L'animatrice

Je vérifie simplement que tout le monde a bien levé la main ou juste oublié de la baisser pour savoir si quelqu'un veut reprendre la parole ?

Il semblerait que ce soit la dernière question.

Bruno BENOLIEL

S'il n'y a pas d'autres questions, je vous remercie d'avoir participé à notre conférence téléphonique.

Je vous souhaite une bonne soirée et je vous rappelle que notre prochain rendez-vous est fixé fin janvier, il concernera donc le chiffre d'affaires de l'année 2023.

Bonne soirée et à bientôt.

INDEX

Nous vous signalons que nous n'avons pas pu vérifier l'orthographe ou l'exactitude des éléments suivants :

effets <i>niks</i>	7	<i>swirlows</i>	9
--------------------------	---	-----------------------	---